



Plus jamais ça !  
Cri lancé après les catastrophes, les guerres meurtrières, les génocides. Il y aura un avant et un après !  
Slogan repris à tous les niveaux suite à la crise financière de 2008 et aux attentats terroristes quelques années plus tard. La pandémie du covid-19 suscite aujourd'hui une interrogation plus profonde : on continue ainsi ou on change radicalement ?

**OFFRIR L'AVENIR.**  
Comme pour le paiement : sans contact.

## L'après-crise du coronavirus

# VA-T-ON VRAIMENT CHANGER ?

Thierry TILQUIN

Sur une route de campagne, deux gamins font la course dans une caisse à savon. Lunettes de nageur sur les yeux et casque en forme de pastèque sur la tête, ils sont agenouillés dans une manne à linge attachée à leur skateboard. Au-dessus de la photo, un slogan : « *Foncez au supermarché !* » En pleine période de confinement, la couverture de ce magazine publicitaire a de quoi surprendre. Et même choquer. Distribué début mai en toutes-boîtes, il invite les consommateurs à se ruier dans les supermarchés pour profiter « *d'incroyables promotions sur vos marques préférées* ». Alors que les mesures prises visent à éviter l'afflux massif dans les magasins.

Le BABM, l'association belgo-luxembourgeoise des fabricants de marques, explique que la distribution de son folder a été reportée à cause de l'interdiction des promotions. Il l'a toutefois maintenue car « *en cette période délicate pour les finances de beaucoup de ménages belges (...) il est plus important que jamais de faire un geste en faveur du portefeuille des consommateurs* ». Les « grandes marques » seraient-elles devenues subitement de bons samaritains ? Ou inscraient-elles plutôt leur stratégie de marketing dans une relance de la consommation ? Sait-on jamais, le consommateur pourrait perdre le goût et l'envie d'acheter à tout prix et à n'importe quel prix. Même ce qui n'est pas nécessaire.

### UNE MANNE DE MILLIARDS

Sur les six semaines de strict confinement, le chiffre d'affaires de la grande distribution a bondi de vingt pour cent. Comme par miracle, une manne de milliards d'euros tombe du ciel pour éviter des faillites, pour soulager la trésorerie des petites entreprises, des restaurants et du petit commerce, pour soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et regagner leur confiance. Rien ne devrait donc changer. On espère un retour à la normale le plus vite possible. Pour arriver à cet objectif, des tabous tombent : l'austérité budgétaire, l'impôt sur les grandes fortunes, la taxation des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et autres Netflix qui s'enrichissent de cette crise et dominent les marchés. Ou encore l'aide aux entreprises conditionnée en matière de maintien d'emploi et de lutte contre le réchauffement climatique.

L'économiste français Alain Minc propose même l'idée d'une dette publique à perpétuité pour geler les dettes contractées pendant cette crise et pour relancer l'économie. La créativité et l'innovation n'ont pas de limites quand il s'agit de sauver le système. Quitte à renoncer à certaines règles réputées intouchables. Quitte aussi à renoncer au respect des droits. En France, le Medef, syndicat patronal, propose d'allonger le temps de travail des salariés

pour combler la diminution du Produit intérieur brut (PIB). Plusieurs États indiens ont décidé de suspendre le droit du travail et de porter sa durée hebdomadaire à septante-deux heures. L'économie de marché capitaliste aurait donc encore de beaux jours devant elle car elle se nourrit des catastrophes qu'elle traverse. En témoigne la crise bancaire et financière de 2008 qui n'a fondamentalement rien changé dans les pratiques économiques et les choix des citoyens. Au contraire.

### DÉMOCRATIE AFFAIBLIE

Le monde politique paie aussi un lourd tribut à la situation actuelle. Son imprévoyance, son incapacité à réagir, ses choix budgétaires, son asservissement au monde économique sont pointés du doigt. L'État montre un visage autoritaire, sécuritaire et contraignant : pouvoirs spéciaux qui court-circuitent les parlements, état d'urgence sanitaire qui justifie la restriction des libertés et le contrôle des citoyens, « guerre » contre le virus avec ses victimes et ses héros. Déjà mise en lumière par la crise financière de 2008 et la lutte contre le terrorisme, cette face sombre de l'État est renforcée. Or, ce qu'attend la population, selon le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval, « *c'est un État qui stimule, coordonne et finance la solidarité, un État des services publics, un État qui prenne en compte les intérêts vitaux de la population, un État de citoyens faits pour les citoyens, un État de soignants, d'éboueurs, d'enseignants, de travailleurs sociaux, un État qui garantisse l'approvisionnement en nourriture, qui prenne soin des vieux, des sans-abri, des plus pauvres, et de tous ces chômeurs qui vont se multiplier* ».

### ASSOCIATIONS MOBILISÉES

En Grèce, des milliers de migrants vivent enfermés dans des espaces cloisonnés, en surnombre et dans des conditions sanitaires déplorables. Si le coronavirus y rentre, c'est la catastrophe. À Bruxelles, les associations se sont mobilisées davantage pour venir en aide aux demandeurs d'asile car ils n'ont plus accès à de petits boulots pour survivre ni aux administrations pour régulariser leur situation. La pandémie révèle et accentue les inégalités sociales. On l'a vu déjà : on n'est pas égaux dans le confinement. Pour l'économiste Thomas Piketty, cette crise est « *l'arbre qui cache la forêt* » : une crise sociale grave s'annonce, une autre plus profonde, environnementale et climatique, est déjà à l'œuvre. Le sociologue Bernard Delvaux (voir aussi ci-après) ajoute qu'« *une troisième dimension fait de la crise actuelle une crise au cube. Avec le coronavirus se pose en effet la question du sens de nos vies et de nos sociétés. Le spectre de la mort et le changement brutal de nos habitudes interrogent ce que nous avons fait de nos vies,*



*ce que nous aurions pu en faire, et ce que nous ferons du temps qu'il nous reste à vivre ».*

## LIEN SOCIAL RETISSÉ

Dans la cour de l'Institut François d'Assise, chaque vendredi, les clients font la queue pour reprendre leur commande au point de distribution de la coopérative Paysans-Artisans. Leur nombre a triplé depuis le début du confinement, les circuits courts ont le vent en poupe. Les clients apprécient la qualité et le goût des légumes, des fromages et des produits proposés à la vente par la centaine de producteurs de la région. Mais c'est aussi la convivialité et le lien social retissé qui les y amènent. Un souhait revient régulièrement dans les conversations : « *On espère que cela va continuer après.* » Après quoi ? Certains croient fermement qu'« *il y a eu un changement dans les consciences et qu'on ne vivra plus comme avant* ». D'autres craignent que cette crise sanitaire ne soit finalement qu'une parenthèse et n'amène qu'à des changements cosmétiques. « *Les crises, aussi puissantes soient-elles, ne portent pas obligatoirement en germe un 'monde d'après'* », observent Antoine Bristielle et Tristan Guerra, jeunes doctorants en Science-Po à Grenoble.

« *La première leçon du coronavirus est aussi la plus stupéfiante, constate Bruno Latour. La preuve est faite, en effet, qu'il est possible, en quelques semaines, de suspendre partout dans le monde et au même moment, un système économique dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à*

*ralentir ou à rediriger.* » Cette crise est, selon lui, un moment favorable pour faire un inventaire de ce qui peut être « *infléchi, sélectionné, trié, interrompu pour de bon ou au contraire accéléré* ». Mais c'est aux citoyens d'opérer ce tri et d'inventer des « *gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise* ». Pour aider au discernement, le philosophe pose des questions :

« **Les crises ne portent pas obligatoirement en germe un 'monde d'après'** »

« *De fil en aiguille, espère le philosophe, si nous commençons, chacun pour notre compte, à poser de telles questions sur tous les aspects de notre système de production, nous devenons d'efficaces interrupteurs de globalisation – aussi efficaces, millions que nous sommes, que le fameux coronavirus dans sa façon bien à lui de globaliser la planète. Ce que le virus obtient par d'humbles crachotis de bouche en bouche – la suspension de l'économie mondiale –, nous commençons à l'imaginer par nos petits gestes insignifiants mis, eux aussi, bout à bout : à savoir la suspension du système de production.* »

Au verso du folder publicitaire, on retrouve les deux gamins de retour du supermarché. Sur la route qu'ils avaient dévalée dans leur caisse à savon, ils remontent péniblement un caddie rempli, plus grand et plus lourd qu'eux. ■

## « LES INÉGALITÉS SCOLAIRES VONT SE CREUSER »

Bernard Delvaux est chercheur à l'UCLouvain et membre du Girsef (Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation). Actif dans le groupe *Tout Autre École* (aujourd'hui disparu), il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'école de demain.

— **Dans votre essai, *Une tout autre école, vous vous inquiétez que l'école rate le train du changement sociétal en cours. Qu'en est-il aujourd'hui avec le déconfinement ?***

— Alors que, dans certains domaines (l'économie, l'écologie, alimentation, la santé...), on dit que l'après-crise ne sera plus comme avant, on n'entend pas grand-chose pour l'école. On ne voit pas un mouvement qui porte l'idée que la crise pourrait conduire à la repenser. Je m'interroge sur les raisons de cette absence de débat pour un changement radical. Peut-être est-ce parce que l'école sort d'un long processus de concertation avec le Pacte d'excellence, et soit les gens n'ont plus envie de "repasser les plats", soit ils en sont satisfaits. Mais je pense qu'il existe d'autres raisons plus fondamentales: d'une part, beaucoup pensent que l'école ne peut changer que si la société a changé; d'autre part, dans cette société individualiste, les gens n'ont pas envie d'avoir un État qui fixe de manière centralisée des finalités éducatives trop précises.

— **Les inégalités scolaires, déjà très fortes, vont-elles encore être renforcées au sortir de cette crise ?**

— Pour de multiples raisons, et notamment la varia-

tion des soutiens des écoles envers les élèves pendant le confinement, les inégalités vont se creuser. Mais lorsqu'on pose cette question des inégalités, on le fait toujours dans la perspective d'une égalité des acquis de base et des chances. Or je pense que ce que l'on devrait développer à travers l'école, c'est l'égalité des singularités : quelle que soit la place que j'occupe dans la société, il n'y a pas de raisons que j'aie moins de pouvoir et de reconnaissance symbolique ou financière qu'un autre. Pensons à tous les métiers dévalorisés qui se sont révélés essentiels et qui étaient jusqu'ici peu reconnus. Mais, dans notre société hétérogène, il est difficile de tomber d'accord sur une politique éducative commune qui ne chercherait pas seulement à doter les enfants de compétences utiles pour la compétition qu'ils devront affronter adultes.

— **Vous défendez l'idée de "territoires scolaires émancipateurs"...**

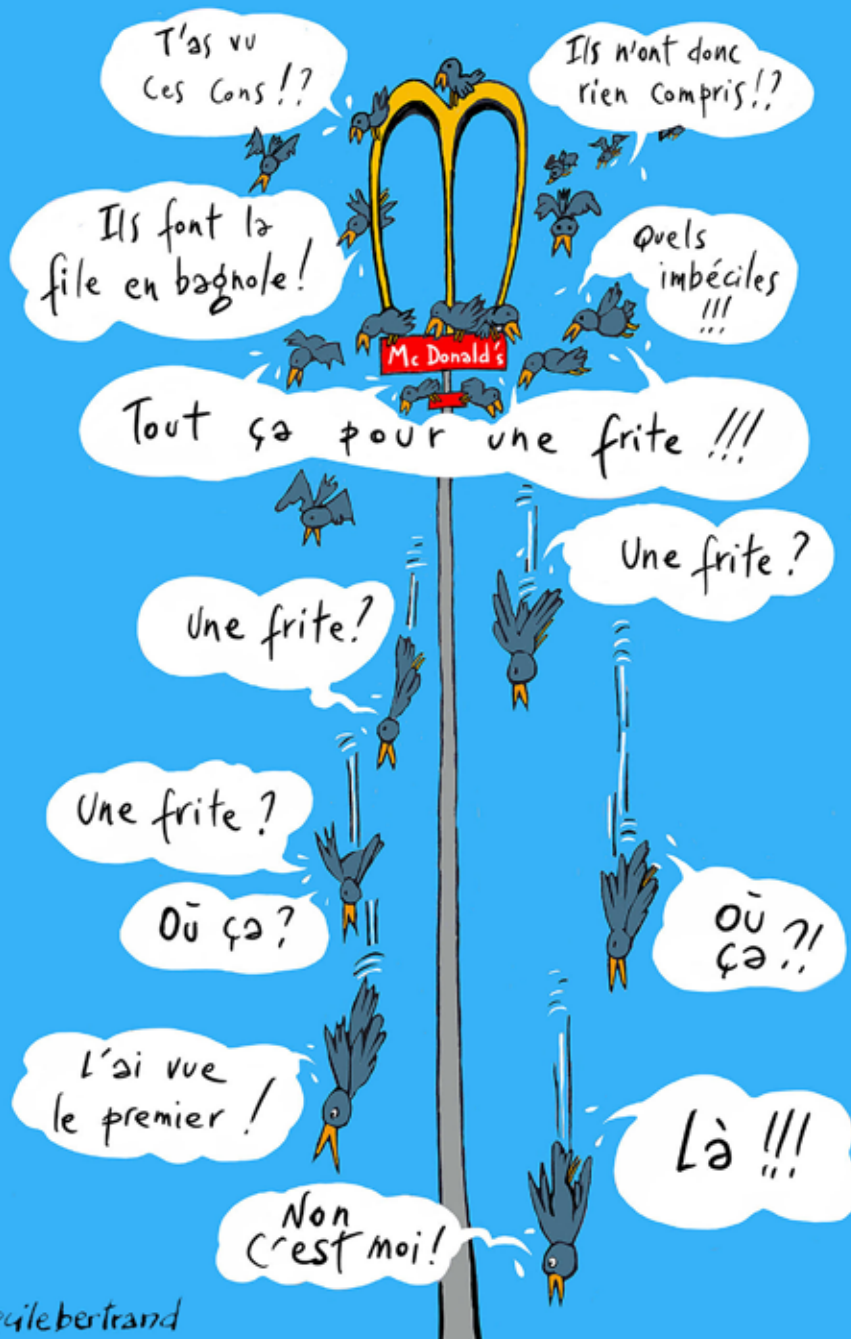
— On peut développer une tout autre école à l'échelle d'un établissement, ce qui se fait déjà, mais alimente la différenciation entre les écoles. Une autre piste est de travailler au niveau politique à l'échelle de la Fédération Wallonie Bruxelles, mais comment dégager un consensus? Dès lors, il existe peut-être une voie intermédiaire avec des territoires regroupant une majorité d'écoles (sinon la totalité) qui seraient d'accord de se fixer des projets éducatifs communs émancipateurs et de réaliser la mixité sociale. De là l'idée de remplacer le terme "classe" par celui de "collectif de vie et d'apprentissage".

(Propos recueillis par M.P.)

# La griffe de Cécile Bertrand

## DÉCONFINEMENT

LA NATURE REPREND SES DROITS



## INDICES

### CONDAMNÉE.

Une filiale australienne de l'Église Genesis II de la santé et de la guérison a été condamnée à une amende de 150000 dollars locaux pour avoir proposé un remède miracle à base d'eau de javel pour lutter contre le coronavirus. Cette Église avait déjà été sanctionnée aux USA pour les mêmes raisons, malgré les avis de Donald Trump sur le sujet.

### DÉMULTIPLIÉE.

La déforestation de la jungle amazonienne a connu une année record. Près de 1 202 km<sup>2</sup> ont disparu, soit 55% de plus que l'année dernière, à cause d'incendies, de l'exploitation illégale forestière et minière et de pratiques agricoles nuisibles à l'écosystème.



### GIGANTESQUE.

Un petit village ardéchois de 400 âmes, situé au milieu d'un parc régional, pourrait se voir chamboulé par un projet de la congrégation de la Famille missionnaire Notre-Dame. Organisant déjà sur place des pèlerinages à la Vierge, cette association compte y construire une église de 7 000 m<sup>2</sup> dotée d'un clocher de 50 m, accompagnée d'un parvis de 4 700 m<sup>2</sup> et de divers bâtiments. L'État aurait donné son accord.

### REPENTANTS.

À l'occasion des 75 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale, les évêques catholiques allemands ont reconnu les fautes commises par leur Église durant le conflit. Les évêques de l'époque n'avaient pas développé une politique claire face à la guerre et à la persécution des Juifs.